

Les réserves.

Bibliographie:

-Nisot (J.): "Les réserves aux traités et la convention de Vienne du 23 mai 1969", R.G.D.I.P., 1973, pp.200-206.

-Pellet (A.): "*Troisième rapport sur les réserves*" à la 50ème session de la CDI.

a) Définition :

Suivant l'article 2 § 1 d) de la convention de Vienne, on entend par réserve : " *une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un Etat quand il signe, ratifie, accepte ou approuve un traité ou y adhère, par laquelle il vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet Etat* ".

On indiquera que, pour les traités bilatéraux, les réserves à la signature sont les seules possibles. La réserve est un élément de particularisme qu'un Etat veut introduire en limitant la portée des obligations découlant d'un traité.

b) Les conditions de validité des réserves.

La pratique des réserves a toujours été admise dans les conventions multilatérales. Le seul grand problème est celui de savoir à quelles conditions la réserve va être admissible et régulière. En effet, toute réserve tend à établir un régime conventionnel particulier au profit d'un Etat et la convention multilatérale cessera d'être absolument identique pour toutes les parties. On pourra faire référence à cet égard au débat qui existe entre l'intérêt que représente l'extension des réserves et la menace qu'elle peut impliquer sur la sécurité juridique.

1°- Condition de forme:

Insertion dans un instrument diplomatique.

2°- Conditions de fond : (art. 19 et 20 Conv. de Vienne). Ne pas être interdite par la convention qui peut, en outre limiter les réserves.

Exemple : art. 309 de la [conv. de Montego Bay](#). Ainsi qu'en dispose la circulaire du premier ministre, du 30 mai 1997 : " *Une réserve ne peut être formulée lorsque l'accord la prohibe expressément. Elle doit rester en outre compatible avec le droit des traités. Ainsi une réserve qui consisterait purement et simplement à écarter telle ou telle disposition du traité ne serait pas admissible* ".

Ne pas être en contradiction avec l'objet et le but de la convention.

Exemple : Avis de la [CIJ](#), du 28 mai 1951, sur la valeur des réserves à la convention pour la répression du crime de génocide : " *C'est la compatibilité de la réserve avec l'objet et le but de la convention qui doit fournir le critère de l'Etat qui joint une réserve à son adhésion et de l'Etat qui estime devoir faire une objection* ".

Acceptation par les autres parties contractantes. On pourra à cet égard apporter certaines précisions :

- Cette acceptation, qui n'a pas à être générale en principe, peut être expresse ou tacite.
- Une réserve autorisée expressément par le traité n'a pas à être ultérieurement acceptée par les autres Etats.
- Compte tenu du petit nombre des Etats ayant participé à la négociation ou de l'objet du traité, il se peut que son application dans son intégralité soit une condition essentielle du consentement des parties : dans ce cas la réserve devra être acceptée par tous les participants (art. 22 de la Convention de Vienne).
- On observera enfin que l'objection faite à une réserve par un autre Etat contractant aura une portée essentiellement politique. Elle n'empêchera pas le traité d'entrer en vigueur entre l'Etat qui a formulé l'objection et l'Etat auteur de la réserve, à moins que l'intention contraire n'ait été nettement exprimée par l'Etat qui a formulé l'objection (art. 20 § 4 b de Vienne).

c) Les effets des réserves.

1° Règle de la relativité : seul est affecté le lien juridique entre l'Etat auteur de la réserve et les autres signataires. Mais la réserve ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur du traité entre eux.

2° Il va de soi que, réciproquement, la modification des relations au sein du traité impliquée par la réserve jouera entre les autres parties et l'Etat auteur de la réserve. Ainsi, une partie ayant accepté une réserve formulée par un Etat peut l'invoquer à l'encontre de cet Etat.

Exemple : Arrêt de la [CIJ](#) du 26 novembre 1984, sur la compétence, dans l' *"Affaire des activités militaires au Nicaragua"*.

3° Règle de l'intégrité du traité : Les Etats adhèrent ou accèdent à un traité, compte tenu des réserves antérieurement émises.

d) Le retrait des réserves.

Ainsi que le prévoit l'article 22 de la Convention de Vienne, à moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve peut à tout moment être retirée sans que le consentement de l'Etat qui a accepté la réserve soit nécessaire pour son retrait.

Observation : alors que si à l'origine la réserve apparaît comme un acte unilatéral on peut considérer que, par l' "acceptation " il est devenu " conventionnel ".